

de cette bureaucratie soviétique parasitaire, de cette nouvelle caste de fonctionnaires tout puissants, qui s'est greffée sur le corps de la Révolution d'Octobre 17, qui vit de ses conquêtes, mais périra quand la Révolution reprendra sa marche. La lutte des staliniens contre les ouvriers qui adoptent nos idées, c'est le prolongement de la lutte de Staline, et de ses fidèles contre ceux qui en URSS combattent pour le retour au contrôle ouvrier, au gouvernement par les soviets ouvriers et paysans et non par des secrétaires généraux incontrôlés, à la démocratie prolétarienne, c'est la suite logique de la lutte contre l'opposition de gauche, contre Trotsky, contre le Bureau Politique de Lénine, c'est la suite des procès de Moscou. -

Le P.C.F. a donc de multiples raisons d'impulser toute campagne antitrotskyiste. Mais la bourgeoisie elle aussi y participe très activement. Comme la Vérité, malgré les refus de la laisser paraître publiquement, ne se taisait pas, la police sur les dents multipliait les perquisitions dans les imprimeries, jusqu'au 15 mai, où notre camarade Rodolphe PRAGER fut arrêté par deux inspecteurs des Enseignements Généraux, porteur d'épreuves d'une revue marxiste pour laquelle nous allions demander l'autorisation. En même temps, a été arrêté notre camarade Maurice FELZSENSWALBE, et un ancien membre du Parti Fred ZELLER, qui dès avant la guerre a cessé d'appartenir à notre mouvement. Cette arrestation a été faite avec le plus grand arbitraire et des méthodes qui rappellent les méthodes vichyssoises. Arrêtés le 15 mai, nos camarades ont pu s'adresser à leur avocat et entrer en contact avec lui le 2<sup>e</sup> Mai seulement, après un séjour d'une semaine aux locaux de la PJ rue des Saussaies, quand la loi interdit d'y garder les prévenus plus de 48 heures. Incarcérés à la Santé, ils sont sous le coup d'une inculpation d'attentat à la sûreté intérieure de l'Etat, dans laquelle sont inculpés nos camarades d'Amiot. L'argument-massue relevé contre eux est d'avoir travaillé à la parution de notre journal. Que signifie cette offensive gouvernementale? Repose-t-elle aussi, sur l'accusation d'hitlérisme? Il est impossible à n'importe quel juge qui se donne la peine de lire nos documents, de retenir cette fable, et elle n'est pas retenue. La bourgeoisie voit clair, elle sait bien que le danger que nous représentons pour elle est un danger révolutionnaire et non fasciste. - Elle commence contre nous, les plus faibles et les plus irréductibles, l'offensive générale qu'à son heure, elle lancera contre le mouvement ouvrier. Pour le moment, elle profite des méthodes staliniennes, mais ce n'est qu'une première étape. Un jour viendra où au hasard d'une alliance extérieure toujours fragile, lorsque l'URSS de Staline par ses appétits inquiétera par trop le monde capitaliste, le PCF lui aussi subira l'assaut du gouvernement bourgeois. En servant aujourd'hui ce dernier, les staliniens favorisent l'attaque de front contre l'ensemble de la classe ouvrière, ils aident à s'implanter des méthodes qui menacent les libertés démocratiques dans leurs ensemble. -

Il sera permis ici de rappeler, que seul de tous les gouvernements qui se prétendent démocratiques, le gouvernement de Gaulle a une telle attitude. En Angleterre, notre section de la IV<sup>e</sup>me Internationale (N.C.P) édite légalement son organe (Socialiste Appeal), développe légalement sa propagande, oppose aux élections ses candidats à ceux du gouvernement. Il en est de même pour la section des USA (SWP), qui à l'occasion de récentes élections a pu s'adresser par radio aux travailleurs. De même encore en Italie. Dans la Belgique de Van Acker, le Parti Communiste Révolutionnaire est demeuré légal, la suspension de son journal n'est que provisoire. Le gouvernement de Gaulle fait aux trotskystes le sort que leur fait l'assassin Franco et le bourreau Plastiras. -